

Industrie et environnement : l'exemple de Sfax en Tunisie



Sfax, « la capitale du Sud » a connu, depuis les années 1980, un déclin continu dont les causes sont multiples : mondialisation, fuite des élites économiques et culturelles à la Capitale ou à l'étranger, passage à une économie de service... mais une des causes déterminantes est la dégradation de la qualité de vie due à la pollution industrielle -notamment chimique- malgré la mobilisation citoyenne depuis 1980 et surtout après la révolution de 2011.

Sociologue et militant écologique sfaxien, Fethi Rekik analyse ce cas exemplaire avec le recul du scientifique et témoigne de ce combat difficile avec l'engagement du citoyen, dans un dialogue avec Bernard Mossé, historien, responsable Recherche, Éducation Formation de l'association NEEDE Méditerranée.

Bernard Mossé : Fethi, peux-tu présenter tes recherches d'une part et ton engagement d'autre part et comment ces deux activités se sont croisées dans ton parcours ?

Fethi Rekik : En effet mon parcours est constitué de deux volets, scientifique et associatif, que j'ai menés en fait en parallèle.

En 2002, j'ai adhéré à l'association de la protection de la nature et de l'environnement de Sfax (APNES). Au même moment, j'étais professeur de sociologie à la faculté des lettres et sciences humaines de Sfax. Et il y a eu une collaboration entre cette association de défense de la nature et la faculté. Il s'agissait d'un plan de protection de la biodiversité des îles de Kneiss, un ensemble de quatre îlots classés PIM (Petites îles

de Méditerranée) à la flore et à la faune exceptionnelles menacées par le braconnage, les ramasseurs de palourdes et les activités pastorales (moutons). Ce projet était financé par le FEM (fonds mondial de l'environnement) ; ça a été pour moi l'occasion de travailler sur le volet socioéconomique du projet et d'écrire un article publié en 2006 dans la revue du CERES.

Plus tard, j'ai poursuivi une recherche et publié un article avec Salem DAHECH (Professeur de géographie à Paris VII) sur le trafic routier et la pollution à Sfax dans la revue *Pollution atmosphérique* : comment expliquer que les citoyens contribuent à la pollution, notamment sonore, dans leur ville de Sfax ; mon collègue s'attachant aux aspects environnementaux et moi-même aux aspects psychosociologiques de la question.

Plus généralement, mes sujets de recherche portent sur la place de Sfax dans le pays, la centralisation et la régionalisation, plus largement le modèle de développement.

Jusqu'en 2011, l'APNES où j'ai milité activement jusqu'en 2011, était la seule à agir dans la région de Sfax. Son président fondateur (feu Ahmed Zghal), était une figure du parti au pouvoir, le RCD. Les militants des partis de gauche, à part quelques exceptions, ne voulaient pas participer à l'association la jugeant inefficace, mais assistent souvent aux manifestations (des séminaires annuels notamment) traitant de la question de l'environnement à Sfax, et particulièrement de la pollution des entreprises chimiques : la SIAPE (Société industrielle d'acide phosphorique et d'engrais) et la NPK (azote, phosphore et potassium, l'association poursuit aussi une activité pédagogique en animant des clubs de lycéens dans la région de Sfax pour les sensibiliser et les éduquer à la protection de l'environnement.

[Bernard Mossé : Que se passe-t-il avec la révolution de 2011 ?](#)

De ce point de vue aussi, il y a un avant et un après 2011.

Avec l'acquisition de la liberté d'expression, de nombreux mouvements citoyens ont émergé, y compris sur la thématique environnementale. Et ces mouvements citoyens ont débordé l'APNES, l'association historique.

Un collectif s'est alors dessiné, composé d'acteurs associatifs dont toujours celles et ceux de l'APNES, d'anciens politiques et de jeunes.

Cette année-là, constitue un premier déclic : juste après la révolution, l'APNES a voulu concrétiser la décision prise en 2008 par l'ancien président Ben Ali, de fermer la SIAP. Et l'association organise un séminaire dans cet objectif. J'allais personnellement y participer à cette activité qui n'a pas eu lieu. Elle se heurta à la puissante organisation syndicale UGTT, ou plutôt à sa section sfaxienne, qui s'oppose à la fermeture de la SIAPE (qui devait entrer en vigueur en 2011 par la vertu de la décision prise par le président Ben Ali en 2008) et aux licenciements de quelque 300 salariés, dans une connivence avec le pouvoir central.

D'habitude, l'UGTT se place du côté des causes humanitaires -elle obtiendra même pour cela le prix Nobel de la Paix en 2015, attribué à un collectif dont elle fait partie, avec la Ligue de la défense des droits de l'Homme et l'Ordre des avocats et l'organisation patronale l'UTICA. Mais pas cette fois et pas à Sfax.

Il y a donc une grande inertie qui paralyse cette cause pendant plusieurs années.

Mais à partir de 2014, il y a une renaissance du mouvement, avec de grandes manifestations (à partir de janvier 2015), des sit-in pendant des nuits durant devant la SIAPE (2016), puis d'autres manifestations se succèdent en 2016 et en 2017.

Durant la campagne électorale de 2019, le chef du gouvernement alors en exercice et l'un des futurs candidats à la présidence, se prononce pour la fermeture officielle de l'usine chimique. Mais jusqu'ici, il n'y a aucun projet de dépollution et aucun plan de réaménagement du site. Un autre combat commence qui engage la qualité de vie des habitants, mais aussi l'attractivité économique de la ville.

2 Sfax : une région industrielle en déclin

Bernard Mossé : Sfax occupe une place particulière dans l'histoire économique de la Tunisie. Peux-tu nous dire un mot de ce contexte, pour mieux situer la question industrielle et environnementale sfaxienne que tu viens de décrire ?

Fethi Rekik : L'idée générale, c'est que dans les années 1960 et 1970, dans le cadre de l'économie nationale, il y a déjà à Sfax une culture entrepreneuriale.

On peut reprendre les analyses de plusieurs spécialistes, notamment du géographe Ali Bennis, qui caractérise Sfax comme une ville régionale inscrite dans un projet de métropolisation .

Deuxième centre économique du pays, après Tunis, Sfax a toujours été en délicatesse dans son rapport à l'État central. Marquée par sa culture entrepreneuriale, elle se développe pourtant dans plusieurs domaines :

l'agroalimentaire, avec l'entreprise Poulina (PHG) implantée dans tout le pays, avec des filiales au Maroc et dans d'autres pays encore ;

dans le domaine de l'oléiculture : même si l'olivier est partout en Tunisie, Sfax détient toujours aujourd'hui 1/3 de la production du pays, en huile principalement, ce qui est considérable ;

malgré un climat semi-aride, c'est une région d'élevage bovin avec notamment la production laitière ;

et aussi bien sûr l'industrie chimique : la SIAPE (Société industrielle d'acide phosphorique et d'engrais) et la NPK (azote, phosphore et potassium).

Mais à la fin des années 1970, surviennent les premiers effets de la mondialisation, l'ouverture du pays à la production étrangère, en particulier l'importation des produits d'Asie, via la Libye, dans le domaine du textile et de la confection, avec son marché informel qui entraîne beaucoup de faillites, même si certaines entreprises réussissent à se maintenir. Mais ce n'est pas le même poids qu'autrefois.

Surtout on passe de l'ère industrielle à l'ère de service qui requiert de meilleures infrastructures. Le secteur privé de service se concentre là où il y a l'ouverture sur la mer bien sûr, mais aussi de meilleures conditions de vie.

À partir de ce moment, comme l'explique un géographe tunisien, 80% à 90% des

investissements privés sont accaparés par ce qu'on appelle le « triangle compétitif », ou le « triangle utile », qui comprend Tunis, Nabeul et le Cap Bon, et descend jusqu'à Sousse. Il exclut donc la région de Sfax, plus au sud, et tout le Sahel tunisien.

Sfax est en fait sanctionnée par les dégâts de l'industrie chimique : une grande partie de l'élite économique sfaxienne est partie à Tunis où elle constitue une diaspora. Elle s'implante par exemple à El Ennasr, un quartier chic de Tunis.

Tu vois, on a découvert cette communauté dans une finale de match de football en 1994, entre le CS Sfax et l'Espérance de Tunis...

Bernard Mossé : c'est une vieille rivalité entre ces deux clubs...,

Fethi Rekik : Oui. Mais ce qui est étonnant, c'est qu'on a découvert le poids de la population sfaxienne à Tunis. C'est là où on a découvert qu'il y a une grande communauté et pas des moindres, parce que c'est l'élite économique. Et pas seulement économique, mais l'élite culturelle. Il y a aujourd'hui à Tunis des Sfaxiens qui ne sont pas des acteurs économiques. Ils sont par exemple avocats, juges... Des médecins émigrent vers Tunis parce que la nombreuse clientèle libyenne qui venait d'habitude, pendant les années 1980-90, aux polycliniques de Sfax, un secteur très, très prospère, maintenant se déplace par avion directement à Tunis. C'est ce qui fait que même les médecins les meilleurs vont à Tunis.

L'ère du service nécessite un cadre de vie propre et non pollué que Sfax n'offre pas. Elle se vide ainsi de ses forces vives.

En termes de migration, elle est certes toujours excédentaire du fait des populations qui arrivent des régions de l'intérieur, de Sidi Bouzid, Kairouan ou Gafsa ..

Cela compense numériquement les départs. Mais la différence c'est que ce sont des personnes peu ou pas qualifiées, alors que ceux qui partent sont les élites économiques et intellectuelles.

Bernard Mossé : On peut donc dater ce déclin des années 1980 ?

Fethi Rekik ; Oui, le déclin de Sfax commence au début des années 1980 avec la mondialisation, la flexibilité de l'emploi qu'accompagne le nouveau Code du travail, le développement de la sous-traitance... Sfax se spécialise dans des industries peu qualifiées avec peu de valeurs ajoutées, comme le textile qui emploie des femmes à faible qualification. Les meilleures industries se délocalisent à Tunis...

Toujours selon le géographe Ali Bennis, le gouvernorat de Sfax, dite « capitale du Sud », considérée en théorie comme le deuxième pôle économique du pays est en réalité aujourd'hui la 5e région du pays : elle est peut-être même passée, tout récemment, à la 7e place.

Sfax reste démographiquement la 2e ville du pays, juste derrière Tunis, mais elle est classée 5e sur le plan des indicateurs de développement et d'attractivité.

Un exemple : depuis les années 1990, les dirigeants des grands clubs de football sont des grands hommes d'affaires, des patrons d'industrie. Sur les dix derniers présidents du CS Sfax, un seul réside à Sfax ; les autres vivent à Tunis ... ils ont leurs affaires à Tunis. Il y a même un Sfaxien qui est un dirigeant ... de l'Espérance de Tunis.

Ils investissent à Gamarth, à la Marsa, dans la banlieue de Tunis, mais pas à côté de la SIAPE atteinte par la pollution...

Ainsi, comme l'écrit Ali Bennis, « aux retards d'aménagement et de mise à niveau de

son tissu économique viennent s'ajouter de graves problèmes environnementaux... Ces obstacles se présentent comme un handicap majeur devant la métropolisation et l'internationalisation de la ville ».

3 Sfax : les dégâts économiques et environnementaux de la pollution industrielle

Bernard Mossé : Quels sont les freins à la mise en place d'une politique qui redonnerait un élan à la ville de Sfax ?

Fethi Rekik : Il y a d'abord un rapport difficile à l'État, et depuis longtemps. Sfax n'a pas suscité de politiques de dimension nationale, comme la région du Sahel ou, bien sûr, la capitale. Le modèle de développement a toujours été orienté vers ces régions, depuis l'Indépendance, la politique gouvernementale va réellement dans ce sens. Les politiques et des chercheurs le justifient par des facteurs historiques et parfois même des handicaps naturels, mais c'était souvent au prix d'un déni des richesses naturelles et culturelles des régions de l'intérieur. La chute de l'ancien régime^[1] est dans une large mesure l'expression du sentiment de *hogra* (mépris) et de marginalisation économique et politique, c'est très important. Géographiquement, le gouvernorat de Sfax ne fait certes pas partie de ces régions, politiquement il l'est, c'est en tout cas ce qui ressort des arguments de son élite économique et culturelle agissante dans la société civile et/ou engagée dans des partis politiques ou encore davantage des écrits de ces universitaires^[2].

Bernard Mossé : N'y a-t-il pas aussi une responsabilité de Sfaxiens eux-mêmes dans ces freins ?

Fethi Rekik : Le capital n'a pas de sentiment. Les hommes d'affaires sfaxiens, comme tous les autres hommes d'affaires, s'installent là où est leur intérêt. Et c'est encore plus vrai à l'ère du *nouvel esprit du capitalisme* vénérant la mobilité comme fin et moyen.

Bernard Mossé : Tu fais référence au livre de Luc Boltanski et Eve Chiapello, à la critique du capitalisme par « projets » impliquant flexibilité, mobilité et adaptation ?

Fethi Rekik : Oui, bien sûr. Mais ce n'est pas une critique c'est plutôt une caractéristique. Je t'ai déjà parlé de ce président du club de football de Sfax qui, par l'intermédiaire de son fils, fait des affaires à Tunis et appartient même au club concurrent, l'Espérance de Tunis... le capital investi à Tunis ou au nord-est de la Tunisie, mais pas à Sfax qui est un site pollué.

C'est ce qui explique que le projet d'aménagement du bord de mer, Taparura, du côté de Sfax Nord dont le plan d'aménagement a été réalisé, je dirais, il y a plus de dix ans, ne trouve pas d'investisseur. C'est un projet qui ressemble aux grands projets de réaménagement des bords du Lac de Tunis, Lac 1 et Lac 2. Il y a la responsabilité de l'État. Mais aussi il y a le site, avec un environnement qui n'est pas propre. Donc il faudrait dépolluer le site de Sfax Sud (la SIAPE étant fermée, mais ses dégâts encore là). À défaut de dépolluer ce site, qui accepterait d'investir à Taparura ?

Bernard Mossé : Il s'agit bien de créer une zone touristique ?

Fethi Rekik : Pas seulement. Le projet de Taparura comporte des hôtels, mais aussi un grand complexe sportif, des salles de cinéma, une maison de la culture, une promenade sur la mer pour les citadins, c'est pratiquement une ville ...

Ce n'est donc pas uniquement la faute des Sfaxiens, car jusqu'ici il n'y a pas de réelles prérogatives d'un pouvoir local décentralisé. Aussi, on accuse le syndicat UGTT de s'être opposée à la fermeture de la SIAPE, puis de ne pas appuyer l'idée de la transformation de son site en pôle de développement économique propre. Il faut dire, mais ce n'est pas propre à Sfax, qu'il y a des entreprises qui sont parties vers le Maroc parce que là-bas, il n'y a pas de syndicat. Après la révolution, des entrepreneurs étrangers ont préféré partir ailleurs à l'étranger, non pas seulement pour fuir le syndicalisme, mais parce que les conditions y sont meilleures et donc attractives. Et cela concerne Sfax en particulier.

Bernard Mossé : Est-ce que tu peux nous décrire à présent plus précisément les conséquences de la pollution industrielle à Sfax, la pollution chimique en particulier ?

Fethi Rekik : Oui, bien sûr. Durant la période où je militais à l'APNES, dans les années 1990 et début 2000, on a produit des tonnes de papiers d'études. Des universitaires de la faculté des sciences et des médecins ont démontré la très grande nocivité des usines sur la santé ; on a établi le lien, par exemple, entre le nombre de cas de maladies graves et la pollution. On a même largement mis en exergue la radioactivité du phosphate. Et tu sais qu'il y a des terrils, des montagnes de gypse du littoral sur la mer.

Dans le cas du phosphogypse délaissé par la NPK, le plan d'aménagement de Taparura a trouvé une solution : on a mis en place une sorte de rond-point géant de 50 hectares, on l'a recouvert et mis du gazon, de l'eau.... C'est devenu une zone de verdure... Je ne sais pas si tu as vu ce cercle dont l'image est apparue dans le projet de Taparura de 420 hectares. On a enfoui la montagne de gypse dans le projet lui-même et on a recouvert par des plantes. Voilà, c'est devenu une sorte de parc. Bon, apparemment, ce n'est pas nocif, pour le moment !

Au sud de la ville, les montagnes de phosphogypse sont encore là et du coup, il y a un gros problème pour l'environnement bien entendu, parce qu'il est radioactif. Sur le plan sanitaire, c'est grave, parce que c'est déversé souvent dans la mer. C'est toute la zone qu'on appelle le Sfax Sud qui est impactée sur un rayon de 15 à 20 kilomètres. Cette région, autour de la ville romaine de Thyna, est pleine de richesses naturelles qui ont été endommagées par le phosphogypse qui provient de toutes les formes de rejets de la SIAPE. Et tu peux imaginer la qualité des poissons : on ne peut bien sûr plus y pêcher, même si l'on remarque cet été que des gens commencent à y nager, mais je suis sûr qu'il va falloir du temps pour évacuer la pollution des environs de la SIAPE.

Bernard Mossé : La société civile s'est-elle emparée de cette question de la dépollution ?

Fethi Rekik : Alors, oui, la société civile s'en est emparée. On demande la dépollution du site de la SIAPE. Il y a encore et toujours des réticences de la part du pouvoir central. Il n'a pas d'argent et n'est pas prêt à dépolluer le site prenant prétexte que c'est la propriété du groupe chimique. Comme si le groupe chimique n'était pas la propriété de

l'État ! L'État prétend qu'il suffit de poursuivre des activités industrielles qui ne soient pas polluantes. Ce qui reste à vérifier...

Alors la société civile se mobilise sur plusieurs questions :

- D'abord la « zone humide ». C'est une zone extraordinaire à acquérir et à valoriser dans le cadre d'un tourisme écologique, très connue avec des oiseaux migrateurs de différentes espèces : c'est un site classé RAMSAR (une zone humide d'importance internationale avec des espèces à protéger) et bénéficie de l'engagement de l'association Les amis des oiseaux[3].
- Un parc à proximité, datant de plusieurs décennies, à entretenir
- aussi des salines à préserver, mais dont on peut toutefois réduire la superficie occupée.
- Surtout, il y a le projet de transformer le site de 210 hectares en une sorte de centre de recherche et de start-up. Les associations défendent ce projet en avançant l'argument que l'Université de Sfax est toujours parmi les deux premières de Tunisie, et ses laboratoires[4] parmi les initiateurs de partenariats de projets de recherche internationaux. En outre, l'Université compte une vingtaine d'institutions universitaires dont la Faculté des sciences, la Faculté de médecine, des écoles d'ingénieurs en biotechnologie, télécommunication, informatique, multimédia ... ce sont des lieux dantesques et plein de laboratoires et constamment alimentés par des bacheliers de tous les gouvernorats du pays et particulièrement de Sfax qui occupe depuis plus d'un demi-siècle le premier rang au niveau des résultats du baccalauréat à l'échelle nationale.

L'idée de ce centre est un projet de reconversion qui permettrait, une fois le site de la SIAPE dépollué, de dynamiser la région en l'engageant sur la voie de la transition vers l'économie propre, et qui s'inscrirait dans un vrai projet de métropolisation. Malheureusement ce n'est pas le chemin qui semble pris.

[1] Ce n'est pas par hasard si les habitants des régions de l'intérieur approuvent la décision du Président de désigner la date de la révolution le 17 décembre 2010 –date de l'immolation de Mohamed Bouazizi à Sidi Bouzid – et non le 14 janvier 2011, jour de la chute de Ben Ali provoquée par les manifestations dans la Capitale.

[2] Taoufik Meghdiche, « les rapports de Sfax avec le Sud Tunisien : quelques éléments de réflexion », Revue de Recherches universitaires, n°8, 2010, pp. 41-61.

[3] On peut lire sur le site de cette association, section de Sfax, une publication datant de décembre 2012 : 1er élément du projet d'écotourisme pour la Zone Humide de Thyna :

« Écomusée : À réaliser de préférence à proximité du parc urbain, site archéologique et zone Ain Fallet, mais à l'intérieur de la ZHT où se localisent les bassins de grand rassemblement d'oiseaux : Flamands Roses, Avocettes Élégantes, Aigrettes Garzettes, autres huicoles et les grandes colonies de Goélands Railleurs. Il apporterait aux visiteurs toute information relative aux oiseaux de Thyna et permettrait des observations rapprochées grâce aux télescopes fixes, ainsi que d'autres services (buvette, sandwich, bureau d'association,) ».

[4] L'université de Sfax compte, en 2024, 110 structures de recherche, dont 85 laboratoires. On peut citer, à son actif, 6 projets H2020, 88 Erasmus+, 33 Erasmus 2+, 23 Tempus, etc.

4 La reconquête de l'espace industriel

Bernard Mossé : quels sont les obstacles à ce projet de reconversion du site pollué par le groupe industriel chimique de la SIAPE à Sfax ?

Fethi Rekik : Il coûte cher ! D'où l'idée de l'investissement privé, pas seulement national, mais ouvert aux investisseurs étrangers.

Il va falloir de toute façon s'ouvrir. Cela va dans le sens même de la stratégie qui a été arrêtée par la municipalité : transformer Sfax en métropole ouverte sur le monde. D'autant plus que l'État n'a pas d'argent pour ça. D'ailleurs, il y a une dizaine de projets qui n'ont jamais été réalisés : cela fait 20 ou 25 ans que l'on parle de cité sportive, on a parlé d'un stade, d'un grand stade. À chaque fois, ça a été ratifié par le ministère..., mais rien ne se réalise. Il y a le projet de métro. Il y a le projet Taparura aussi d'aménagement du bord de mer...

Pourquoi ne pas penser à des investisseurs étrangers pour financer ce genre de projets? Et cela génèrera de l'activité. Donc c'est ça l'idée : transformer le site de la SIAPE en une économie propre. D'autant plus que nous avons déjà l'une des deux grandes universités du pays.

Bernard Mossé : Ce qui peut freiner, c'est la gestion technique et budgétaire de la dépollution du site.

Fethi Rekik : Non. Comment ont-ils fait pour créer les projets du Lac 1 et 2 à Tunis ? C'était un capital saoudien et d'autres pays aussi ! Pourquoi ne pas le faire à Sfax? Ils ont vendu au minimum le mètre carré. Alors pourquoi ne pas le faire ici ? Donc, c'est toujours ce genre de comparaison. Pourquoi acceptent-ils de le faire pour la capitale et le refusent-ils à Sfax ? C'est ça l'idée. Il faut peut-être diviser par trois par rapport au projet tunisois, ce n'est pas considérable pour un projet de cette dimension, avec un crédit mis en place dans le cadre d'une coopération internationale.

Bernard Mossé : Oui, mais les investisseurs sont sans doute freinés par le fait que ce soit un site pollué.

Fethi Rekik : Oui, d'abord, il faut le dépolluer. Bien sûr. On a les techniques pour ça. Le problème n'est pas technique. C'est d'abord un problème de gouvernance et de volonté politique.

Bernard Mossé : Tu as expliqué que la société civile s'était emparée du sujet. S'est-elle restructurée autour de cette question ?

Fethi Rekik : Après 2011, ce n'est plus l'APNES le premier acteur, comme je te l'ai dit. Même si ses membres sont toujours actifs, il y a plein d'associations de jeunes par exemple qui ont pris le relais comme l'association « Sfax la Belle » qui organise régulièrement des séminaires. Une autre association aussi est très active : « Fermons la SIAPE ». Elle est composée d'associatifs, mais aussi d'universitaires et même

d'entreprises comme « La Maison de l'expertise », avec un responsable qui a contribué à la redynamisation du mouvement.

Et puis, récemment, on assiste à la reconquête de l'un des endroits emblématiques des Sfaxiens des années 1960 : la place du Casino. À l'époque coloniale, dans les années 1950, il y avait un casino, un club de natation... les plus de 60 ans s'en souviennent. Et ils l'ont reconquise. J'ai participé personnellement à cette reconquête avec l'association « Casino » dont l'un des chefs est un collègue de l'université. Le problème, c'est que cet espace s'étend sur quelques centaines de mètres en bord de mer. Au sud, il y a le port commercial : c'est une limite qu'on peut accepter. Mais de l'autre côté, il y a une autre limite imposée apparemment par le gouvernement : on a donné l'autorisation à une entreprise de s'installer là et du coup, on a limité l'étendue de la plage à quelque 600 ou 700 mètres. Et l'entreprise est à présent installée.

Bernard Mossé : quelle est cette entreprise ? Est-elle polluante elle aussi ?

Fethi Rekik : Abstraction faite de la pollution, la question c'est pourquoi l'installer là, en plein centre-ville, à l'endroit où les citoyens demandent une réhabilitation du lieu, un endroit emblématique de la ville. C'est ça la question.

Donc la société civile demande l'extension de la plage et le droit des Sfaxiens à une plage puisque le reste du littoral est pollué. Et on ne comprend pas pourquoi le gouvernement a accordé une telle autorisation sur ce lieu... ! Mais l'association est active et efficace : il y a des restaurants, des chaises pour s'asseoir au bord de la mer... Et les gens fréquentent cette plage. C'est en quelque sorte une reconquête de cet espace par la société civile.

5 Sfax dans le projet de régionalisation

Bernard Mossé : Quelle est l'attitude de l'État face à la situation dans la région ?

Fethi Rekik : Tu sais que maintenant les partis sont, de fait, inactifs quoiqu'ils existent de droit. Et puis l'expérience de Sfax avec les partis politiques a toujours été une expérience négative.

Mon idée, c'est que le modèle de développement de la Tunisie depuis l'Indépendance a été fondé sur une sorte de privilège accordé à la région côtière, au nord-est, incluant Nabeul et Sousse, et excluant la côte sud à partir de Sousse. C'est ça l'essentiel. Il y a des régions de l'intérieur délaissées comme le Nord-Ouest. C'est pourtant une région très riche en ressources naturelles, favorisée par le climat. Mais ce sont des régions dites « handicapées » par les conditions naturelles et de ce fait, peu mises en valeur.

Et puis il y a le tourisme. Le tourisme, ce n'est pas seulement le tourisme balnéaire qui n'est pas rentable d'après moi. Lorsqu'on dit que le tourisme a rapporté cette année 6 milliards de dinars, ce n'est beaucoup par rapport à l'investissement public. C'est à peu près autant que les recettes des Tunisiens résidents à l'étranger ! Il y a aujourd'hui une seconde Chambre. L'idée n'est pas nouvelle, mais elle vient d'être relancée et mise en œuvre par le Président de la République qui consiste à créer cette seconde Chambre

parallèle au parlement : le Conseil national des Gouvernorats et des Régions qui est composé, chaque région inclut 4 ou 5 gouvernorats.

Sfax fait partie de la quatrième région incluant le gouvernorat aussi le gouvernorat de Gafsa qui héberge le bassin minier de phosphate, ceux de Sidi Bouzid et Tozeur connues pour leur vocation agricole (maraichage et arboriculture). L'idée est intéressante même si on ne voit pas bien le rapport entre ces différents gouvernorats.

La question la plus importante serait : les régions auraient-elles une marge d'autonomie dans sa propre gouvernance ? Peut-on imaginer par exemple une possibilité de voir une Région initier un projet en partenariat avec un investisseur étranger ? Pour le moment, les prérogatives des Régions ne sont pas encore définies, mais d'après quelques premières informations, il y a un égalitarisme quant à la présidence de la Région. Par exemple, il n'y aura pas de chef-lieu de Région, mais une alternance de la présidence entre les différents gouvernorats tout le long du mandat.

Si vraiment on va aborder des spécificités régionales économiques ou sanitaires, et sonder les opportunités de complémentarité entre les gouvernorats, ça peut-être une bonne chose. C'est une vieille demande, mais qui n'a jamais été concrétisée. Parfois, elle a été seulement formelle. Par exemple, avant la révolution, le gouvernorat de Sfax a été placé, de manière arbitraire, dans la même Région avec ceux de Sousse, Mahdia et Monastir ayant tous en commun la vocation touristique ... Mais du coup Sfax a été lésée : étant second pôle économique depuis l'indépendance, le gouvernorat de Sfax s'est vu reléguer au septième rang, selon les critères de développement, faute de qualité de vie et d'attractivité aux investisseurs, comparé à deux autres de la même Région.

Bernard Mossé : ce privilège n'est pas nouveau.

Fethi Rekik : Oui, Monastir était privilégié sous Bourguiba, sa ville natale. Et Sousse est la ville natale de Ben Ali. Le modèle de développement est resté le même et focalisé sur des secteurs à faible valeur ajoutée : la confection et surtout le tourisme balnéaire, concentrés dans les mêmes gouvernorats...

Si on veut être compétitif à l'échelle mondiale, il va falloir enfin regarder du côté des ressources humaines : il y a des milliers de compétences tunisiennes de haut niveau qui sont partis dans les dernières années vers Les États-Unis, l'Europe ou les pays du Golfe, c'est gigantesque pour une population comme celle de Tunisie, dont Sfax l'un des grands pourvoyeurs en ces compétences. Et ce n'est pas seulement en aval de la chaîne de formation de ces compétences, depuis quelques années c'est en amont : chaque année, il y a des milliers de bacheliers qui partent de Sfax pour l'Allemagne en vue de poursuivre les études et y travailler. Si ça continue, ce sera un gros problème pour Sfax, mais aussi pour tout le pays.

Bernard Mossé : D'autres facteurs jouent-ils encore en défaveur de Sfax ?

Fethi Rekik : Oui. Il y a un autre facteur qui affaiblit Sfax. Pour être un compétitif, pour être un pôle de développement, il faut un réseau routier qui relie la ville à d'autres régions. Il y a bien sûr l'autoroute qui va de Tunis à Gabès en passant par le Cap Bon,

Sousse et Sfax. Le développement du pays a besoin aussi de voies transversales reliant les principales villes du littoral avec celles de l'Ouest, mais pas seulement à la Capitale.

Mais il n'y a pas d'autoroute de Sfax vers le sud-ouest, ou d'autoroute allant jusqu'à la Libye, à l'Ouest vers l'Algérie. À Sfax, les gens et pas seulement les hommes d'affaires se plaignent de l'inactivité ou le peu d'activité de l'aéroport et accusent la compagnie nationale de partialité : il n'y a presque plus de trafic, à part quelques vols pour la Libye et un autre assuré par une compagnie étrangère. Ce n'est pas conséquent pour un gouvernorat de cette importance, son isolement est maintenu par ce modèle de développement « macro-céphalique » !

[Bernard Mossé : On connaît un peu cela en France : le réseau autoroutier français a longtemps été centralisé lui aussi.](#)

Fethi Rekik : Oui, mais à ce point, tu risques de gonfler la capitale, de la congestionner : on ne peut pas tous vivre à Tunis...

Cela suscite un sentiment de marginalisation d'une bonne partie de l'intérieur du pays. Ce sont ces régions-là qui ont voté pour le président Said : il est le représentant des gens de l'intérieur : on emploie le mot de *El Jihet* ceux qui ne sont pas du Centre, au sens géographique et économique...

[Bernard Mossé: En France, on emploie encore quelquefois le terme de l'Ancien Régime, les « Provinciaux », pour désigner ceux qui ne sont pas de Paris...](#)

Fethi Rekik : Je te raconte une anecdote à ce sujet. J'ai été invité il y a 1 an par le ministère de l'Intérieur pour un colloque dans un bel hôtel à Gammarth, dans la banlieue nord de Tunis. On m'explique que tout va bien, que les universitaires « de l'intérieur » seront pris en charge...

Je lui ai dit : c'est nous les universitaires de l'intérieur ? Vous êtes, vous, à Tunis les universitaires de l'extérieur ?

Il s'est excusé, mais c'est symptomatique des représentations, des Tunisois en particulier.

[Bernard Mossé : Y a -t-il eu depuis 2011 un mouvement de révolte ou l'expression d'une frustration de cette Tunisie des régions de l'intérieur ?](#)

Fethi Rekik : C'est à peu près ce qui s'est passé en 2019. Il y a eu un sentiment de révolte des régions délaissées par le pouvoir, contre les islamistes ; mais pas seulement contre eux, contre le parti moderniste de *Nidaa Tounes* aussi. En fait, c'est un sentiment de révolte contre le modèle de développement, et finalement un sentiment de révolte contre la démocratie elle-même : « on vous élit pour faire avancer les choses, mais finalement rien n'est fait, la croissance reste proche de zéro. Donc ça ne sert à rien... À quoi sert la démocratie si c'est juste pour faire alterner les partis au pouvoir... ».

C'est l'explication de la victoire de Said élu par les gens à l'extérieur du système, les marginalisés.

Le paradoxe de Sfax c'est qu'il est considéré comme un gouvernorat du système parce qu'il aurait les moyens en propre de se développer. Mais il n'a jamais été ami du

système et se considère lui-même hors système. C'est le drame d'être considéré dans le système et de ne pas y être.

Bernard Mossé : C'est peut-être dû à un décalage entre une perception ancienne qui perdure d'une ville prospère et dynamique alors qu'elle est en déclin ? Un décalage entre l'image passée et la réalité présente ?

Fethi Rekik : Oui, il y a toujours dans le langage courant l'expression « Capitale du Sud », alors que c'est une ville livrée à elle-même depuis une vingtaine d'années : l'idée d'une métropole est chimérique.

Je te donne un dernier exemple concret de cette absence de perspective pour le pays dont Sfax est victime.

Quand j'ai présenté la crise de la collecte des déchets à Sfax il y a deux ans, je voulais montrer une crise qui n'est pas seulement locale, mais qui illustre parfaitement cette crise générale de vision.

On va donc créer une nouvelle décharge. Mais pourquoi ne pas passer à un autre modèle, plus radical et digne d'une grande ville ? Pourquoi ne pas penser à créer une entreprise de transformation, de traitement des déchets, qui pourrait être un modèle exportable pour d'autres villes de Tunisie et même pour d'autres pays ?

Alors qu'à Sfax, ils seraient prêts à aller de l'avant, le pouvoir central refuse un tel projet ambitieux dont il ne voit pas pourquoi il profiterait à Sfax plutôt qu'à une autre ville. Alors on reste dans le provisoire et l'immobilisme.

C'est sans doute le manque d'argent, et il y a sûrement d'autres priorités : la crise ne date pas d'aujourd'hui et depuis la révolution de 2011, les salaires augmentent sans reprise de la croissance. Mais surtout, il n'y a pas de vision générale capable de porter de grands projets comme celui-ci qui allierait développement économique et environnement.

En fait, pour résumer, la ville de Sfax fait face à des défis majeurs liés à la pollution industrielle, au manque d'investissements, et à une gouvernance centralisée peu favorable à son développement. La société civile tente de pallier ces carences, mais des changements structurels et une ouverture au capital étranger sont nécessaires pour transformer la région en un pôle économique durable.

Biographies



Fethi Rekik est professeur (HDR) de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique et directeur du laboratoire de recherche 'État, Culture et Mutations de Société' à la faculté des Lettres et Sciences humaines de Sfax, Tunisie. Il est également militant écologique dans sa ville de Sfax depuis les années 2000.

Bernard Mossé Historien, responsable Recherche, Éducation, Formation de l'association *NEEDE Méditerranée*. Membre du Conseil scientifique de la Fondation du Camp des Milles – Mémoire et Éducation pour laquelle il a été le responsable scientifique et le coordonnateur de la Chaire UNESCO « Éducation à la citoyenneté, sciences de l'Homme et convergence des mémoires » (Aix-Marseille Université / Camp des Milles).



Bibliographie :

Salem DAHECH et Fethi REKIK, « Trafic routier et pollution sonore à Sfax (Tunisie méridionale) : étude pluridisciplinaire ». Revue Pollution Atmosphérique, n°3, 2012.

Amor BELHEDI, « Les disparités régionales en Tunisie. Défis et enjeux », pp.7-62 in Les Conférences de Beit al-Hikma, 2019, 2017-2018, 194p + 112p en arabe. Coll. Conférences, n° V.

Ali BENNASR, « Sfax : de la ville régionale au projet de métropole ». Centre de publication universitaire. Mondialisation et changement urbain, pp.79-95, 2010.

Fethi REKIK, « Environnement et Développement durable entre le global et le local, cas des îles Kneïss », Revue CERES, n° 132, 2006

Taoufik MEGHDICHE, « les rapports de Sfax avec le Sud Tunisien : quelques éléments de réflexion », Revue de Recherches universitaires, n°8, 2010, pp. 41-61.



À partir de cette conversation, l'IA a généré un flot d'illustration. Stefan Muntaner l'a nourri avec les données éditoriales et a guidé la dimension esthétique. Chaque illustration devient ainsi une œuvre d'art unique à travers un NFT.